



ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

Annuités liquidables

Question écrite n° 44556

Texte de la question

M. Jean-Claude Mignon appelle l'attention de M. le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation sur les inquiétudes de l'association des fonctionnaires d'Afrique du Nord et d'outre-mer, liées aux lenteurs, dont fait preuve l'administration, en ce qui concerne l'application de la loi du 3 décembre 1982 modifiée par la loi du 8 juillet 1987. L'article 9 de la loi relève de la forclusion les fonctionnaires et agents rapatriés qui n'avaient pas bénéficié en Algérie, en Tunisie et au Maroc des dispositions de l'ordonnance du 15 juin 1945 relative aux « empêchés de guerre ». Les commissions de reclassement qui ont siégé de 1987 à ce jour ont rendu à la date du 1er octobre dernier plus de 900 avis favorables à des reconstitutions de carrière. Par lettre du 26 juin dernier, vous avez insisté auprès de tous les directeurs de personnel sur une « nécessaire intervention de leurs décisions dans les délais les plus brefs à compter de l'avis des commissions administratives de reclassement, étant donné l'ancienneté des demandes et l'âge avancé d'un grand nombre de bénéficiaires ». Il apparaît, en conséquence, souhaitable de connaître la suite donnée par les diverses administrations concernées à ces instructions ministérielles. Il lui demande de bien vouloir lui indiquer le nombre d'arrêtes de reclassement intervenus et notifiés aux intéressés entre le 8 juillet 1987 et le 1er octobre 1996, il le remercie de bien vouloir lui communiquer les résultats de cette enquête, en distinguant les départements ministériels, les établissements publics, les offices et les sociétés nationales.

Données clés

Auteur : [M. Mignon Jean-Claude](#)

Circonscription : - RPR

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 44556

Rubrique : Retraites : fonctionnaires civils et militaires

Ministère interrogé : fonction publique, réforme de l'état et décentralisation

Ministère attributaire : budget

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 4 novembre 1996, page 5733